



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU VAL DE MARNE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES AFFAIRES FINANCIERES ET IMMOBILIERES

BUREAU DU BUDGET, DE L'IMMOBILIER ET DES MOYENS GENERAUX

MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
Marché à Procédure Adaptée
passé en application de l'article 27 du Décret n° 2016-360
du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Cahier des Clauses Administratives Particulières

C.C.A.P.

N° de contrat	
Nom de la personne publique	M. LE PREFET DU VAL-DE-MARNE
Imputation budgétaire	BOP PNE 307
Comptable assignataire	

Opération	Maîtrise d'œuvre pour l'encloisonnement des cages d'escaliers de la Préfecture/Hôtel du Département du Val-de-Marne
-----------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

1 OBJET DU MARCHÉ ET DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS

Le présent marché, régi par le présent CCAP, est un marché public de maîtrise d'œuvre pour l'enclouement des cages d'escaliers de la Préfecture/Hôtel du Département du Val-de-Marne.

Il est conclu entre :

- la personne publique désignée Monsieur le Préfet du Val-de-Marne, dénommé pouvoir adjudicateur, dans le présent CCAP
- et le titulaire du marché dénommé maître d'œuvre dans le présent CCAP.

Il fait suite à une consultation ouverte organisée par le maître d'ouvrage.

Les dispositions du présent marché prennent effet à compter de sa notification au maître d'œuvre, conformément au Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - PIÈCES PARTICULIÈRES

- Le règlement de consultation
- L'acte d'engagement (AE) ATTRI1
- Le présent CCAP
- Le CCTP qui définit le programme technique de la mission
- La fiche Entreprise
- Décomposition du Forfait de rémunération (DPGF)
- Plan de localisation des parties à aménager

2.2 - PIÈCES GÉNÉRALES EN VIGUEUR LE 1^{ER} JOUR DU MOIS DE L'ÉTABLISSEMENT DES PRIX (MOIS M0)

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) en vigueur
- Le décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- L'annexe II de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux.

3 LE MAÎTRE D'OUVRAGE

3.1 - ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

- ☒ La personne habilitée à signer le marché : M. le Préfet du Val-de-Marne
La personne habilitée à signer le marché est chargée de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés et de les signer.
- ☒ Pilotage de l'opération :
 - Préfecture du Val-de-Marne
 - Direction des Ressources Humaines et des Affaires Financières et Immobilières
 - Bureau du Budget, de l'Immobilier et des Moyens Généraux.

3.2 - PIECES ET RENSEIGNEMENTS A FOURNIR PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Il appartient au maître d'ouvrage, conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (loi MOP) :

- ▶ de définir, avant tout commencement des avant-projets, le programme de l'opération envisagée
- ▶ d'indiquer le délai prévisionnel de réalisation de l'opération

Il fournit le plan des existants sur laquelle porte l'opération.

Il donne au maître d'œuvre tous les moyens d'accès au site ou aux ouvrages existants.

Les démarches ultérieures (telles que prises de rendez-vous, organisation des visites, etc.) sont à la charge du maître d'ouvrage.

En cas de pièces manquantes, il appartient au maître d'œuvre de les réclamer.

4 LA MAÎTRISE D'ŒUVRE

SOUS-TRAITANTS

Le maître d'œuvre peut, à tout moment, sous-traiter l'exécution de certaines parties du présent marché, sous réserve de l'acceptation des sous-traitants et de l'agrément des conditions de paiement de ceux-ci par le maître d'ouvrage et, pour les architectes, dans les conditions prévues à l'article 37 du décret n° 80-217 du 20 mars 1980 portant code des devoirs professionnels.

5 AUTRES INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Le maître d'ouvrage communique, si besoin, la liste nominative des intervenants et leurs missions respectives :

- ▶ Contrôleur technique
- ▶ Coordonnateur SPS
- ▶ Coordinateur SSI

6 MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

La mission de maîtrise d'œuvre comprend les éléments de mission suivants :

6.1 - MISSION DE BASE

- **Une tranche ferme** :qui comprend l'ensemble des études : APS, APD, PRO et DCE
- **1^{ère} tranche conditionnelle** :qui comprend la mission Assistance au choix des entreprises (ACT).
- **2^{ème} tranche conditionnelle** : ...qui comprend les missions Visa des études d'exécution et documents de synthèse, Direction et exécution des travaux et l'assistance aux opérations de réception des travaux, l'Ordonnancement, Pilotage et la Coordination du Chantier (OPC), jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement (GPA).

7 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1 - INFORMATIONS RECIPROQUES DES COCONTRACTANTS

7.1.1 - Informations données par le maître d'ouvrage au maître d'œuvre pendant l'exécution du marché

Le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché.

7.1.2 - Informations données par le maître d'œuvre au maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

7.1.3 - Secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de la mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

7.2 - PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le maître d'œuvre assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection et de conditions de travail de ses salariés.

7.3 - COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (SPS)

Conformément à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordonnateur "sécurité et protection de la santé" retenu par le maître d'ouvrage, notamment pour ce qui concerne les études de conception, l'élaboration du Plan Général de Coordination SPS, la définition des dispositifs prévus

pour la maintenance et la fourniture des pièces et documents nécessaires à la confection du dossier d'intervention ultérieure à la réception de l'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

7.4 – COORDINATION SSI ET CONTROLE TECHNIQUE

Le maître d'œuvre doit travailler en liaison avec le coordinateur SSI et le contrôleur technique retenus par le maître d'ouvrage. Pour chaque phase d'étude, le maître d'œuvre doit transmettre préalablement ses études pour avis à chacun des intervenants avant validation par le maître d'ouvrage.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordinateur SSI et le contrôleur technique est soumis au maître d'ouvrage.

7.5 - PRESENTATION ET APPROBATION DES PRESTATIONS DE MAITRISE D'ŒUVRE

7.5.1 - En phase Etudes

► Conditions de présentation des prestations par le maître d'œuvre

- Délais d'établissement des documents d'études : Avant Projet Sommaire
 - Le maître d'œuvre a **5 semaines pour rendre le dossier APS** ;
- Délais d'établissement des documents d'études : Avant Projet Définitif
 - Le maître d'œuvre a **4 semaines pour rendre le dossier APD** ;
- Délais d'établissement des Documents de Consultation des Entreprises :
 - Le maître d'œuvre a **4 semaines pour rendre le dossier PRO/DCE** ;
- Nombre d'exemplaires à fournir au maître d'ouvrage et les autres intervenants sont les suivants :
 - 2 exemplaires sur support papier dont un exemplaire reproductible pour le maître d'ouvrage et un exemplaire papier pour chacun des intervenants.
- Format et support choisis pour la remise des études

Les études sont remises au maître d'ouvrage sur les supports suivants :

- Papier (obligatoirement), CD, DVD, mail, etc...
- Les formats informatiques sont Word, excel, pdf et autocad version 2009

► Délais d'approbation des documents par le maître d'ouvrage

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserves, ou de rejeter le dossier APD doit intervenir suivant les délais suivants :

- Etudes APS..... 6 semaines
- Etudes APD..... 6 semaines
- PRO/DCE 6 semaines

7.5.2 - En phase Travaux

► Le délai de réalisation du marché de Maîtrise d'Œuvre

Les travaux devront être livrés en parfait état de fonctionnement opérationnel dans le délai imparti qui sera validé lors de la phase Avant Projet Définitif (APD).

► Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs

Conformément à l'article 13 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le maître d'œuvre doit procéder, au cours des travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Le projet de décompte mensuel est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui l'envoie ensuite au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Il transmet au maître d'ouvrage, en vue du paiement, l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs et à leur transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours maximum à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

► Visa des études faites par les entrepreneurs

Lorsque les études d'exécution des ouvrages sont établies par les entrepreneurs, elles sont soumises au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les retourner à l'entrepreneur avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception.

Le visa du maître d'œuvre ne dispense pas de l'obtention de l'avis du contrôleur technique et du coordinateur SSI.

► Vérification du projet de décompte final des entrepreneurs

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.31 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. À partir de celui-ci le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 13.41 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Délai de vérification

Le délai imparti au maître d'œuvre pour procéder à la vérification du projet de décompte final des entrepreneurs et à sa transmission au maître d'ouvrage est fixé à 7 jours à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

7.6 - ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les décisions du maître d'ouvrage prennent la forme d'un ordre de service qui est un document écrit devant être notifié au maître d'œuvre.

7.6.1 - Forme de la notification

L'ordre de service est remis au maître d'oeuvre contre récépissé, ou adressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

7.6.2 - Nécessité d'un ordre de service du maître d'ouvrage

- Quand une décision du maître d'ouvrage marque le point de départ d'un délai fixé par le marché pour exécuter une prestation notamment l'ordre donné au maître d'oeuvre d'engager un élément de mission
- Passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- Quand le maître d'ouvrage décide de suspendre provisoirement l'exécution des prestations de maîtrise d'oeuvre
- Quand une décision du maître d'ouvrage est susceptible de modifier les dispositions contractuelles

7.6.3 - Effets d'un ordre de service - Possibilité pour le maître d'oeuvre d'émettre des réserves

- Le maître d'oeuvre est tenu de se conformer aux ordres de services délivrés par le maître d'ouvrage, qu'ils aient ou non fait l'objet de réserve de sa part, sauf dans les cas où les prescriptions du maître d'ouvrage seraient susceptibles de présenter des risques pour les personnes ; de réduire la sécurité ou de contrevenir à une disposition légale ou réglementaire
- Lorsque le maître d'oeuvre estime que les prescriptions d'un ordre de service appelle des réserves de sa part, il doit les présenter par écrit au maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours calendaires ; le délai courant à compter du jour suivant la notification de l'ordre de service.

7.7 - ORDRES DE SERVICE DELIVRES PAR LE MAITRE D'OEUVRE

Le maître d'oeuvre est chargé d'émettre tous les ordres de service à destination des entrepreneurs, avec copie au maître d'ouvrage.

Les ordres de service doivent être écrits, signés, datés et numérotés par le maître d'oeuvre qui les adresse aux entrepreneurs dans les conditions précisées à l'article 2-5 du CCAG Travaux.

Toutefois, dans les cas suivants :

- modification du programme initial entraînant une modification de projet
- notification de la date de commencement des travaux
- passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle
- notification du prix nouveau aux entrepreneurs pour les ouvrages ou travaux non prévus
- interruption ou ajournement des travaux
- modification de la masse des travaux susceptible d'apporter un changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage
- et d'une manière générale pour toute décision modifiant les dispositions des marches de travaux,

Le maître d'oeuvre ne peut émettre les ordres de service qu'après les avoir fait contresigner par le maître d'ouvrage ou avoir obtenu une décision écrite préalable.

7.8 - ACHEVEMENT DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE

La mission du maître d'oeuvre s'achève à la fin du délai de garantie de parfait achèvement (GPA).

8 RÉMUNÉRATION DU MAÎTRE D'ŒUVRE

Le présent marché de maîtrise d'œuvre est un marché forfaitaire à prix ferme.

La rémunération du maître d'œuvre est établie au temps à passer sur la base d'une offre détaillée selon les missions précisées ci-dessus.

8.1 - CARACTERE FORFAITAIRE DU MARCHE

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le CCAP et le CCTP du marché.

9 PÉNALITÉS

9.1 - PENALITES DE RETARD APPLICABLES A LA MAITRISE D'ŒUVRE

9.1.1 - Pénalités en cas de retard dans la présentation des documents

En cas de retard imputable au maître d'œuvre dans la présentation des documents, le maître d'œuvre encourt des pénalités dont le montant par jour calendaire de retard est de 150 € H.T.

9.1.2 - Pénalités en cas de retard dans la vérification des projets de décomptes et du décompte final

Si le délai fixé à l'article 7.5.2 n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt une pénalité dont le montant, par jour de retard, est fixé à 100 € H.T.

Cependant, si le retard du maître d'œuvre entraîne le versement d'intérêts moratoires aux entreprises, le montant des pénalités qu'il encourt est égal au montant des intérêts moratoires qui lui sont imputables, dans la limite du taux légal majoré de 2 points.

10 RÈGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

Aucune prime n'est versée au maître d'œuvre.

10.1 – LES ACOMPTES

10.1.1 – Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques calculés à partir de la différence entre deux décomptes périodiques successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état périodique des prestations exécutées dans les conditions ci-après.

► Etat périodique

L'état périodique, établi par le maître d'œuvre, indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de la mission. Il sert de base à l'établissement, par le maître d'œuvre, du projet de décompte périodique auquel il doit être annexé.

► **Projet de décompte périodique**

Pour l'application des articles 12 et 12 bis du CCAG-PI, le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage son projet de décompte périodique par lettre recommandée avec avis de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté.

► **Décompte périodique**

Le décompte périodique validé par le maître d'ouvrage correspond au montant des sommes dues, du début du marché à l'expiration de la période correspondante, ce montant étant évalué en prix de base hors TVA.

Il est établi à partir du projet de décompte périodique en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le maître d'œuvre des documents d'études et calculées conformément à l'article 9.1 du présent CCAP.

10.1.2 - Modalités de règlement de l'acompte

► **La demande d'acompte**

Le maître d'œuvre envoie au maître d'ouvrage, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement, par lettre recommandée avec accusé de réception ou le lui remet contre récépissé dûment daté à :

Factures avec mention du N° EJ à envoyer POUR VALIDATION à :

Préfecture du Val-de-Marne

DRHAFI/BBIMG

A l'attention de Mme Marie-Laure KOUT-PAUMARD

21-29 avenue du Général de Gaulle

94038 CRETEIL CEDEX

► **Echéancier de paiement des acomptes**

Les acomptes sont versés chaque mois, au fur et à mesure de l'avancement de la mission, conformément à l'article 114 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte
<u>TRANCHE FERME</u>	
Ensemble des études	
<u>APS</u>	50 % à la remise du dossier
Validation APS	50 % dès validation
<u>APD</u>	50 % à la remise du dossier
Validation APD	50 % dès validation
<u>PRO/DCE</u>	50 % à la remise du dossier
Validation PRO-DCE	50 % dès validation
<u>1ère TRANCHE CONDITIONNELLE</u>	
Consultation des entreprises à l'analyse des offres	50% à la remise du rapport du choix de l'entreprise
	50% après notification du marché
<u>2ème TRANCHE CONDITIONNELLE</u>	
Conduite de l'opération (visas, direction, OPC)	au prorata de l'avancement de la mission

Assistance aux opérations de réception de travaux	65% au prorata des réceptions effectuées avec réserves 20% à la levée des réserves 15% à la remise du dossier des ouvrages exécutés
5% du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement représentant la retenue de garantie	

10.2 - LE SOLDE

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 7.8 du présent CCAP, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final.

► Décompte final

Le décompte final définissant la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, établi par le maître d'ouvrage, comprend :

- 1) le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final établi par le maître d'œuvre
- 2) la pénalité en cas de dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage
- 3) les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au maître d'œuvre conformément à l'article 9.1 du présent CCAP.

10.3 - DELAI DE PAIEMENT

Le délai global de paiement des avances, acomptes, soldes et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, des intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux applicable est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires commencent à courir, majoré de deux points.

Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le maître d'ouvrage de la demande de paiement.

11 RETENUE DE GARANTIE

Les stipulations de l'article 122 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sont applicables. Le taux de la retenue de garantie est de 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, augmenté ou diminué, le cas échéant, du montant toutes taxes comprises des avenants.

Prélèvement de la retenue de garantie :

La retenue de garantie est prélevée par fractions sur chacun des versements à l'entrepreneur, autres qu'une avance.

Substitution d'une caution à la retenue de garantie :

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire.

En ce cas :

- le montant de la caution personnelle et solidaire doit être égal à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace ;
- son objet doit être identique à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace ;
- la caution doit être choisie parmi les établissements agréés par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurance mentionné l'article L. 413-1 du code des assurances. En tout état de cause, le maître de l'ouvrage peut récuser l'établissement présenté pour être caution.

En outre, afin que le cautionnement présente, pour le maître de l'ouvrage, les mêmes avantages que la retenue consignée, la caution personnelle et solidaire doit subsister notamment si l'entrepreneur titulaire est placé en redressement ou liquidation judiciaire.

La caution personnelle et solidaire doit être constituée, au plus tard, à la date à laquelle l'entrepreneur remet la demande de paiement correspondant au premier acompte mensuel sur le prix. A défaut, la retenue de garantie est appliquée sur l'ensemble du montant du marché.

En cas d'avenant modifiant le prix global et forfaitaire du contrat, le montant de la caution personnelle et solidaire doit être modifié à due concurrence. A défaut, la retenue de garantie est appliquée sur l'ensemble du montant de l'avenant.

Dans l'hypothèse où, du fait notamment du montant de sommes dues au(x) sous-traitant(s) payé(s) par délégation(s) de paiement, le montant des sommes dues à l'entrepreneur ne permettrait pas de procéder au prélèvement de la retenue de garantie, ce dernier est tenu de constituer une caution personnelle et solidaire. Cette caution doit subsister notamment si l'entrepreneur est placé en redressement ou liquidation judiciaire.

Les frais d'établissement et, le cas échéant, de modification de la caution personnelle et solidaire, sont à la charge de l'entrepreneur.

Libération de la retenue de garantie

Jusqu'à la libération de la retenue de garantie ou de la caution en tenant lieu, le maître d'ouvrage peut :

imputer la retenue de garantie, à due concurrence, sur les prestations qu'il aura du faire exécuter aux lieu et place de l'entrepreneur pour lever les réserves ;

- demander à la banque caution la mise en jeu de sa caution, en cas d'inexécution par l'entrepreneur des obligations de son marché quant à la levée des réserves.
- Les réserves sont celles consignées par le procès-verbal de réception.

A l'expiration du délai d'un an à compter de la réception, les sommes consignées sont versées à l'entrepreneur. Si la retenue de garantie a été remplacée par une caution, cette caution est libérée, même en l'absence de mainlevée, sauf si le maître de l'ouvrage a notifié à l'entrepreneur et/ou à la caution, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son opposition motivée par l'inexécution des obligations de l'entrepreneur.

La retenue de garantie ou la caution en tenant lieu ne produit pas d'intérêt pour l'entrepreneur, jusqu'à sa libération dans les conditions ci-dessus.

12 ASSURANCES

12.1 - MAÎTRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) assume l'ensemble de ses responsabilités professionnelles encourues du fait de tous dommages corporels, matériels ou immatériels. Il assume en particulier celles qui découlent des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil dans les limites de la mission qui lui est confiée. Il est assuré contre les conséquences pécuniaires de ces responsabilités par le contrat d'assurance.

Ce contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance *définie aux articles L. 241-1 et L. 243-1-1 du code des assurances*, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A 243-1 du même code. Pour les architectes, il est conforme aux exigences de l'article 16 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

L'attestation d'assurance professionnelle du maître d'œuvre (contractant unique ou chaque contractant) est jointe au présent contrat.

13 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La propriété intellectuelle trouve son fondement dans les articles L 111-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle. Sont ainsi protégés du seul fait de leur création : les plans, croquis, maquettes et ouvrages conçus par l'architecte, qu'ils aient fait ou non l'objet d'un contrat de maîtrise d'œuvre.

L'architecte, auteur initial de l'œuvre, jouit du droit au respect de son nom, de sa qualité et de son œuvre. Ce droit est attaché à sa personne. Il est perpétuel, inaliénable et imprescriptible. Au titre de son droit moral, il a notamment le droit de s'opposer à la modification de son œuvre en cas de dénaturation.

Le maître d'ouvrage respecte le droit moral du concepteur initial et lui donne les moyens de s'assurer du respect de son œuvre. Il l'informe avant toute intervention sur son œuvre.

Toute cession de droits patrimoniaux doit faire l'objet d'une convention particulière affectée d'un prix qui sera distinct du prix d'exécution des prestations.
En particulier, les pénalités proportionnelles à la valeur du marché ou de l'un de ses éléments ne seront pas calculées sur les droits de cession.

14 RÉSILIATION

14.1 - RESILIATION DU MARCHE

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 35 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

14.1.1 - Résiliation sur décision du maître d'ouvrage

Si le maître d'ouvrage décide la cessation définitive de la mission du maître d'œuvre sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles, sa décision doit être notifiée conformément à l'article 35-1 du CCAG-PI et la fraction de la mission déjà accomplie est rémunérée sans abattement.

Dans ce cas de résiliation, l'indemnisation prévue au 4° de l'article 36.2 du CCAG-PI est fixée à 4 % de la partie résiliée du marché.

14.1.2 - Résiliation sur demande du maître d'œuvre

Conformément aux articles 39-7 et 39-8 du CCAG-PI, si le maître d'œuvre rencontre des difficultés imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation au maître d'ouvrage. Les prestations réalisées sont réglées sans abattement.

14.1.3 - Résiliation aux torts du maître d'œuvre

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le maître d'œuvre et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Toutefois, en cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 39-1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

14.2 - TRIBUNAL COMPETENT EN CAS DE LITIGE

En cas de litige, les parties conviennent, conformément à l'article R.312-11 du code de justice administrative, de saisir le tribunal administratif dans le ressort duquel se situe le maître d'ouvrage.

Fait à _____ Le _____

Le maître d'ouvrage,

Fait à _____ Le _____

Lu et approuvé par le maître d'œuvre,